

ment les suggestions faites par le représentant spécial du Secrétaire général.

31. M. LAGERFELT (Suède) dit que la crise économique actuelle a touché gravement un certain nombre de pays en voie de développement; selon plusieurs estimations, ces pays auront besoin de 3 à 4 milliards de dollars de ressources supplémentaires pour une période de douze mois.

32. Le Programme spécial adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a été très opportun. Il faut maintenant que tout le système des Nations Unies, d'une part, et les pays industrialisés ainsi que les autres donateurs éventuels, d'autre part, fassent un gros effort pour exécuter ce programme en ce qui concerne les besoins à court terme. Pour sa part, la Suède a fourni aux pays les plus touchés une assistance complémentaire rapide et souple; le Gouvernement suédois a décidé d'augmenter d'environ 20 millions de dollars son aide bilatérale à un certain nombre de ces pays, qui peuvent utiliser cette somme librement pour couvrir leurs besoins d'importations. De plus, d'autres pays ont eu la possibilité d'affecter les fonds mis à leur disposition par la Suède de manière à renforcer leur capacité d'importation.

33. Le rapport du Comité *ad hoc* du Programme spécial est très utile, mais la délégation suédoise avait espéré que des recommandations plus précises y seraient formulées à l'intention du Conseil. A présent, il faut que le Conseil envisage d'urgence la création du Fonds spécial. A cette fin, il devrait, à la présente session, se pencher sur un certain nombre de questions, notamment les suivantes : quelle doit être la composition de l'organe directeur de ce fonds ? Comment les services du secrétariat doivent-ils être fournis ? Comment obtenir des fonds suffisants ? Quels pays doivent bénéficier d'une assistance de cette manière ? Quels types d'activités doivent être entreprises, et ces activités doivent-elles être exercées dans le cadre de contrats avec les organes d'exécution, ou bien par un mécanisme du fonds ?

34. Ainsi que la représentante de la Suède l'a déclaré au cours du débat général (1904e séance), il faut que les

arrangements adoptés au sujet du Fonds spécial soient conformes aux principes énoncés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, en ce qui concerne le rôle des pays en voie de développement dans le processus de prise de décisions des institutions financières multilatérales; conformément à ce principe, la délégation suédoise appuiera les propositions tendant à assurer aux pays en voie de développement, bénéficiaires ou contributeurs, une influence décisive au sein de l'organe directeur du Fonds.

35. Par ailleurs, la délégation suédoise doute qu'il soit nécessaire de créer un nouveau mécanisme opérationnel pour ce fonds; à cet égard, il faut plutôt étudier les rapports possibles avec des organisations internationales existantes. En ce qui concerne le versement des contributions, le Gouvernement suédois agira promptement dès que sera adoptée une solution bénéficiant d'un large appui à l'ONU.

36. M. PREBISCH (Représentant spécial du Secrétaire général pour l'opération d'urgence des Nations Unies), répondant au représentant du Royaume-Uni qui a fait deux suggestions, annonce, premièrement, que d'ici une semaine une liste préliminaire de pays sera distribuée et, deuxièmement, qu'un système d'information sera mis au point qui permettra de coordonner et de combiner les contributions bilatérales ou multilatérales qui seront faites au cours des douze prochains mois. Dans le cadre de ce système, M. Prebisch et ses collaborateurs établiront des critères clairs pour déterminer le type de contribution qui convient à ces opérations d'urgence. Diverses institutions spécialisées apportent également leur concours précieux à cette entreprise.

37. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur le paragraphe 15 du rapport du Comité *ad hoc* (E/5555), où il est suggéré que ce comité se réunisse au début de septembre 1974. Cette question appelle une décision de la part du Conseil qui voudra peut-être décider qu'elle soit examinée par le Comité économique.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 17 h 5.*

## 1918<sup>e</sup> séance

Mercredi 31 juillet 1974, à 10 h 35

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1918

### *Organisation des travaux*

1. Le PRÉSIDENT rappelle aux membres du Conseil que, au cours de la discussion générale, un certain nombre de délégations ont fait des déclarations de fond au sujet de l'importante question de la sécurité collective, que le

Conseil comptait examiner en séance plénière. Puisque l'un des projets de résolution officieux discutés au niveau du Comité économique traite de cette question, le Président propose d'en décider formellement le renvoi au Comité économique, pour suite à donner.

*Il en est ainsi décidé.*

**Questions relatives aux droits de l'homme : plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (E/5565)**

2. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres du Conseil sur la note du Secrétaire général ayant trait à des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (E/5565), qui leur est présentée en exécution des dispositions régissant la procédure à suivre dans ce domaine. Au paragraphe 5 de cette note, le Secrétaire général suggère au Conseil de transmettre les deux communications reçues d'organisations syndicales internationales, concernant des plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux en Afrique du Sud, au Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme, qui serait invité à insérer ses conclusions en la matière dans le rapport qu'il doit présenter au Conseil à sa cinquante-huitième session. Il rappelle qu'une procédure analogue a été adoptée à la cinquante-sixième session, dans un cas de même nature. En l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil souhaite agir de cette manière.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

### Conférence mondiale de l'alimentation (*fin\**)

[E/5533 et Corr.2, E/L.1609, E/L.1611/Rev.1, E/NGO/18]

3. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à revenir sur la question de l'application de la résolution 1836 (LVI) intitulée "Mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides". Conformément au paragraphe 1 de cette résolution, le Conseil de la FAO a examiné, à sa soixante-troisième session, le plan d'opérations d'urgence mis au point par le Directeur général de la FAO en vue d'accroître l'offre d'engrais aux pays en voie de développement, y compris la constitution d'un fonds commun d'engrais. Des extraits pertinents du rapport du Conseil de la FAO ont été transmis au Secrétaire général par le Directeur général de la FAO (E/L.1609).

4. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil), présentant verbalement un rapport préliminaire sur les réponses parvenues au Secrétaire général comme suite à la résolution 1836 (LVI), indique que, jusqu'à présent, des communications ont été reçues des Gouvernements du Canada, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, des Pays-Bas et de la Suède.

5. Le Gouvernement canadien a indiqué que, conscient de l'urgence de la situation, il avait augmenté de 1 million de dollars des Etats-Unis le montant de l'assistance qu'il comptait fournir pour l'année 1974/75; un cinquième de cette somme est destinée à l'achat d'engrais et vient s'ajouter aux 20 millions de dollars des Etats-Unis déjà prévus à cet effet dans les programmes ordinaires d'assistance bilatérale du Canada.

6. Le Gouvernement danois a indiqué que, le Danemark n'exportant pas d'engrais, le meilleur moyen pour lui de

prêter son concours serait de fournir une assistance technique par les voies bilatérales ou multilatérales aux pays en voie de développement les plus gravement touchés.

7. Le Gouvernement néerlandais a fait savoir au Secrétaire général qu'il examinait la question de savoir comment il pourrait contribuer aux arrangements financiers intéressant l'offre de contrats à long terme, en ce qui concerne les engrais, dans le cadre des accords bilatéraux avec les pays en voie de développement. Il a indiqué qu'à son avis il convenait d'utiliser également à cette fin le Fonds d'urgence en faveur des pays les plus gravement touchés.

8. Le Gouvernement suédois a fait connaître sa décision d'augmenter d'environ 20 millions de dollars l'assistance directe aux pays les plus gravement touchés qui bénéficient de l'aide suédoise. Les fonds correspondants doivent permettre un accroissement immédiat des importations des pays bénéficiaires y compris leurs importations d'engrais.

9. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a indiqué son intention de répondre, dans toute la mesure possible, au besoin urgent qu'ont les pays en voie de développement de s'assurer des quantités accrues d'engrais; il a précisé qu'à son avis il fallait avant tout augmenter l'offre d'engrais plutôt que prévoir des moyens financiers, même si la forte hausse des prix des engrais avait incontestablement aggravé les difficultés des pays en voie de développement du point de vue de leurs ressources en devises.

10. Mlle GHOSE (Inde), présentant le projet de résolution sur les mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides (E/L.1611/Rev.1) au nom des auteurs et de Sri Lanka dont le représentant assiste aux réunions en tant qu'observateur, indique que ce texte est la suite logique de la résolution 1836 (LVI) du Conseil, antérieurement adoptée à l'unanimité, en 1974. Les auteurs sont reconnaissants au Directeur général de la FAO et aux cinq pays développés ayant fait parvenir une réponse de la promptitude avec laquelle ils ont réagi. Le projet de résolution, qui exprime la satisfaction du Conseil économique et social devant les mesures prises par le Conseil de la FAO dans sa résolution sur cette question, traite d'une situation d'urgence bien précise. L'offre d'engrais et de pesticides est effectivement insuffisante et, comme indiqué dans le rapport du Conseil de la FAO (E/L.1609 annexe, par. 20), le niveau actuellement élevé des cours des engrais reflète leur rareté plutôt que les coûts de production majorés d'un profit raisonnable. C'est pourquoi les auteurs du projet de résolution se félicitent de l'appel lancé par le Conseil de la FAO, non seulement aux gouvernements, mais encore aux industries des pays exportateurs d'engrais. Il appartient maintenant aux gouvernements de veiller à ce que les engrais parviennent aux pays qui en ont le plus besoin en temps voulu pour les prochaines semailles.

11. Pour faire face à la situation, il faudra entreprendre une opération d'urgence à laquelle participeront tous les intéressés, y compris les entreprises de transport maritime. Les pays producteurs d'engrais doivent encourager la production locale au maximum et s'efforcer de veiller à ce que l'utilisation intérieure d'engrais à des fins autres que la production alimentaire soit ramenée au minimum. La responsabilité première incombe sans doute aux pays en

\* Reprise des débats de la 1916e séance.

voie de développement eux-mêmes, mais chacun sait que la crise économique actuelle rend difficile la mise en œuvre de leurs plans d'accroissement de la production intérieure. Etant donné l'urgence des besoins, les auteurs du projet de résolution prient le Directeur général de la FAO de rendre compte au Conseil, à la fin de l'année, des progrès réalisés au titre du Programme international d'approvisionnement en engrais. La délégation indienne souhaiterait avoir connaissance des nouvelles données dont on peut disposer et être informée par la FAO des chances de succès du Programme. Le fonds commun d'engrais ne doit pas être conçu comme une véritable banque, étant donné les difficultés d'entreposage que cette formule impliquerait, l'idée est que les pays ayant la possibilité de prélever certaines quantités d'engrais pour contribution au fonds commun les expédient directement là où le besoin s'en fait sentir.

12. Les pays en voie de développement producteurs d'engrais doivent recevoir une aide technique et financière leur permettant d'utiliser à plein leur potentiel de production. A l'heure actuelle, les usines locales d'engrais sont gênées par le coût élevé du matériel et le manque de pièces détachées indispensables.

13. Le projet de résolution ne traite que des mesures d'urgence à prendre pour les semailles en cours mais, dans la mesure où les perspectives de l'offre à moyen terme sont tout aussi incertaines, il invite les gouvernements, tant des pays producteurs que des pays importateurs, à tenir la FAO informée de leurs plans de production et besoins futurs. La fourniture de données complètes de part et d'autre permettrait d'écarter le risque de fluctuation des cours mondiaux.

14. M. MARKEY (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a appuyé sans réserve la résolution adoptée par le Conseil de la FAO et, par conséquent, se rallie au projet de résolution E/L.1611/Rev.1 qui en reprend les idées essentielles. Le Gouvernement des Etats-Unis a déjà pris des mesures dans l'esprit du projet de résolution et notamment du paragraphe 1, alinéas *b*, *c* et *d* ii et des paragraphes 2, 3 et 4 du dispositif. Dans le cadre de ses programmes d'assistance bilatérale, ce gouvernement offre une assistance technique aux pays en voie de développement dont les usines d'engrais ne travaillent pas à pleine capacité, et aussi en vue d'une meilleure utilisation des engrais. Il est prêt à contribuer à des recherches touchant le type d'engrais le mieux adapté à tel ou tel sol, en particulier aux sols des zones tropicales dont la productivité potentielle est élevée. L'industrie des engrais aux Etats-Unis fonctionne pratiquement au maximum de sa capacité. Normalement, sa production n'est destinée qu'au marché intérieur, mais elle tiendra dûment compte de l'accroissement des besoins à l'étranger. Le Gouvernement des Etats-Unis est également disposé à consentir des prêts à des conditions de faveur dans certains cas où les pays en voie de développement peuvent s'approvisionner en engrais mais n'ont pas les fonds nécessaires à cette fin. Il a demandé au Congrès d'accroître l'aide bilatérale publique, notamment pour ce qui est des engrais.

15. Le représentant des Etats-Unis propose de modifier le paragraphe 1, alinéa *a*, du dispositif du projet de résolution, de manière qu'il se lise comme suit : "Souligne à nouveau la

nécessité de mettre en œuvre immédiatement le Programme international d'approvisionnement en engrais", puisque le Directeur général de la FAO a déjà été prié d'agir en ce sens par le Conseil de cette organisation.

16. M. CORKERY (Australie) s'associe aux remarques élogieuses de la représentante de l'Inde concernant les travaux de la FAO dans ce domaine. En tant que grand pays exportateur de produits primaires tirant la moitié de ses recettes des produits agricoles, l'Australie comprend parfaitement l'importance de la question. Sans vouloir insister sur cette modification, M. Corkery souhaiterait que les auteurs du projet de résolution acceptent d'insérer au paragraphe 3, après les mots "à veiller", les mots "chaque fois que cela sera possible". En Australie, le gouvernement n'a aucun moyen d'assurer la réduction à un minimum des utilisations peu prioritaires d'engrais, étant donné la nature des échanges et la structure fédérale de la constitution. Les autorités australiennes étudient actuellement la question d'un programme d'approvisionnement en engrais.

17. M. PU Ming (Chine) dit que la délégation chinoise comprend parfaitement les problèmes des pays en voie de développement qui doivent faire face à des pénuries d'engrais et de pesticides ainsi qu'à la hausse des prix de ces produits. Les pays développés et les organes compétents des Nations Unies doivent prendre des mesures d'urgence pour assurer leur approvisionnement. La délégation chinoise espère que le Programme international d'approvisionnement en engrais sera mis en œuvre sans retard et qu'ainsi on aidera les pays en voie de développement à surmonter leurs difficultés. C'est à juste titre, à son avis, que les pays en voie de développement demandent aux gouvernements des pays exportateurs de fournir des engrais à des prix raisonnables.

18. D'une manière générale, la délégation chinoise appuie le projet de résolution E/L.1611/Rev.1, mais elle a quelques réserves concernant les incidences du paragraphe 1, alinéa *d*, du dispositif, dont on pourrait penser qu'il concerne le commerce des engrais. Elle a donc été obligée de communiquer le projet de résolution au Gouvernement chinois pour recevoir des instructions.

19. M. PANYARACHUN (Thaïlande) dit que sa délégation appuie pleinement le projet de résolution dont le Conseil est saisi, qui doit être appliqué sans retard. La Thaïlande, qui est l'un des premiers producteurs de riz du monde, se trouve dans une situation privilégiée en ce sens qu'elle dispose d'excédents alimentaires, mais elle n'a pas encore exploité toute sa capacité potentielle. Elle a l'intention d'accroître sa production de riz et d'en fournir aux pays développés comme aux pays en voie de développement. L'augmentation de la production dépend toutefois de la possibilité d'obtenir des quantités accrues d'engrais à des prix raisonnables. Le Gouvernement thaïlandais se propose donc d'utiliser au maximum les ressources du Programme international d'approvisionnement en engrais, et il se félicite des offres d'assistance déjà faites par cinq pays. Une fois l'accroissement de la production de riz obtenu, il sera essentiel de se préoccuper des transports, qui ont été gravement touchés par la hausse des prix du pétrole. M. Panyarachun espère que les pays donateurs tiendront compte de ces deux facteurs. Si elle est aidée de cette

manière, la Thaïlande est prête à faire de son mieux pour atténuer la pénurie actuelle de denrées alimentaires.

20. M. BARCELÓ (Mexique) félicite les cinq pays qui ont promis de fournir des quantités supplémentaires d'engrais. Au nom des auteurs du projet de résolution E/L.1611/Rev.1, il accepte l'amendement au paragraphe 1, alinéa a, du dispositif proposé par le représentant des Etats-Unis qui améliore le texte. En ce qui concerne l'amendement au paragraphe 3 proposé par le représentant de l'Australie, le texte dans son libellé actuel demande que les utilisations peu prioritaires d'engrais soient réduites au minimum, et M. Barceló préférerait ne pas accepter l'amendement. Pour ce qui est des observations formulées par le représentant de la Chine, M. Barceló souligne que les auteurs ont simplement voulu faire en sorte que la FAO dispose de tous les éléments d'information afin que l'on puisse utiliser au mieux les quantités disponibles d'engrais et de pesticides. Il n'était pas dans leurs intentions de faire allusion au commerce international.

21. M. KAUFMANN (Pays-Bas) dit que sa délégation appuie le projet de résolution à l'examen. Il félicite le Conseil de la FAO d'avoir répondu si promptement aux demandes que lui ont adressées le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire. Les Pays-Bas figurent parmi les pays qui ont déjà commencé à mettre en œuvre le Programme international d'approvisionnement en engrais; en effet, ils ont pris des mesures pour que l'industrie néerlandaise fournisse 20 000 tonnes d'engrais. Il n'est cependant pas possible de prendre d'engagement formel au stade actuel étant donné que les modalités du financement n'ont pas encore été arrêtées.

22. M. PATTISON (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique se rend compte des difficultés auxquelles se heurtent les pays en voie de développement pour s'approvisionner en engrais et qu'elle a conscience de la nécessité de prendre des mesures urgentes. Elle appuie le projet de résolution présenté au Conseil avec les amendements de l'Australie et des Etats-Unis, et remercie les auteurs d'avoir accepté si promptement des amendements avant même le dépôt formel du projet de résolution.

23. Bien qu'il n'ait pas encore répondu à l'appel du Secrétaire général, le Gouvernement du Royaume-Uni s'est préoccupé des moyens à employer pour apporter une assistance. Quoiqu'il doive lui-même faire face à des problèmes en matière d'engrais, il a demandé à l'industrie britannique de livrer pour l'exportation, éventuellement à destination du Fonds commun de la FAO, 5 000 tonnes supplémentaires d'engrais composés qui devraient être expédiées avant la fin du mois de décembre 1974.

24. Il a également demandé à l'industrie d'envisager d'accorder un rang de priorité élevé aux commandes émanant de pays en voie de développement qui pâtissent particulièrement de la grave pénurie d'engrais pour la production de denrées alimentaires essentielles. Il serait prêt à accorder une aide bilatérale, dans les cas appropriés et dans les limites des fonds disponibles pour chaque pays, pour l'achat d'engrais et l'amélioration de l'industrie locale des engrais, et les pays intéressés pourront présenter des

demandes à cette fin selon les modalités habituelles. Malgré les difficultés d'approvisionnement en engrais azotés purs, le Royaume-Uni continuera à rechercher les moyens lui permettant de maintenir sa contribution aux projets entrant dans le cadre du programme de la FAO, qu'il appuie de longue date.

25. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que son pays, qui a participé à la première session de la Commission des engrais de la FAO, ainsi qu'à la soixante-troisième session du Conseil de la FAO, se rend compte que de nombreux pays en voie de développement doivent faire face à de graves pénuries alimentaires et à des hausses rapides des prix des denrées alimentaires; l'obtention d'un approvisionnement adéquat en produits alimentaires est pour eux une question hautement prioritaire. Il a également conscience des graves problèmes qui découlent du manque de fertilisants et d'engrais, et il souscrit à l'idée exprimée par le Secrétaire général que la plus importante façon de résoudre le problème alimentaire mondial consiste à augmenter la production des pays en voie de développement en tirant mieux partie des ressources matérielles et humaines insuffisamment utilisées de ces pays (E/5533, par. 7). Etant donné qu'au moins 10 à 15 p. 100 de la population mondiale sont sous-alimentés, il faut que la communauté internationale entreprenne de toute urgence une action à court terme ainsi qu'à plus longue échéance.

26. Ce type d'aide occupe une place prioritaire dans la politique appliquée par la République fédérale d'Allemagne en matière de développement, laquelle vise à promouvoir l'action menée pour accroître et diversifier la production agricole, créer des emplois supplémentaires et améliorer les structures rurales. La part de l'agriculture dans son aide publique globale au développement a augmenté continuellement au cours des dernières années pour atteindre, en 1973, 32 p. 100 de l'élément assistance technique et 23 p. 100 de l'élément aide financière. A la fin de 1973, 574 experts allemands participaient à 167 projets d'assistance technique et 58 projets d'aide financière étaient en cours d'exécution dans le secteur agricole.

27. La République fédérale d'Allemagne a jusqu'ici fourni aux pays en voie de développement, au titre de l'aide publique à l'agriculture, une assistance dont la valeur s'élève à 4,4 milliards de marks. Sa contribution au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire a atteint 97 millions de marks en 1973. Son aide alimentaire est passée de 5 millions de marks en 1970 à 20 millions de marks en 1973, et sa contribution au PAM a été portée au cours de la même période de 12 à 18 millions de marks. Elle se propose de poursuivre l'application de ces diverses mesures.

28. Dans le cadre de l'assistance à l'agriculture, on est passé de plus en plus, au cours des dernières années, de projets intéressant purement la production à des mesures intégrées englobant les services consultatifs, la formation et la recherche. On a commencé à chercher à substituer aux projets isolés une action faisant une place croissante à l'emmagasiner, la distribution et la transformation des produits agricoles, ainsi qu'à la mise en place de structures appropriées en matière de production, de prêt et de commercialisation. La fourniture d'engrais et de pesticides s'est avérée être un moyen rapide et efficace d'accroître la



production agricole dans de nombreux pays en voie de développement.

29. Aux problèmes créés par la crise alimentaire mondiale, viennent s'ajouter pour un grand nombre de pays en voie de développement les difficultés résultant de la pénurie et du prix élevé de certains facteurs de production agricoles. Cela est d'autant plus regrettable que ce sont les groupes sociaux vulnérables dans les pays en question qui sont les plus durement touchés. La République fédérale d'Allemagne appuie donc toute mesure prise pour accroître l'offre de ces facteurs de production aux pays en voie de développement. Depuis le début de la crise énergétique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a alloué des fonds beaucoup plus considérables à cette fin et il se propose de renforcer ces mesures.

30. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui a appuyé la résolution du Conseil de la FAO, attache une importance toute particulière au fait que le Programme international d'approvisionnement en engrais comporte des mesures bilatérales. Il a souscrit à l'idée selon laquelle ce programme doit fournir un cadre très complet permettant des interventions urgentes aussi bien bilatérales que multilatérales et il a approuvé l'établissement par la FAO d'un système d'information sur l'offre et la demande d'engrais, qui sera un élément important du rôle d'organe central d'échanges joué par la FAO dans l'ensemble du programme.

31. Bien que ses propres mesures d'aide bilatérale n'appellent pas la création d'un fonds commun d'engrais, la République fédérale d'Allemagne n'aura pas d'objection à formuler à propos de ce projet étant donné qu'il permettra à des pays qui ne participent pas par ailleurs à de telles activités de fournir des contributions financières et matérielles.

32. En raison des mesures d'urgence prises sur le plan bilatéral par la République fédérale d'Allemagne, la délégation de ce pays interprète le paragraphe 1, alinéa c, du dispositif du projet de résolution E/L.1611/Rev.1 comme n'impliquant pas l'engagement pour son gouvernement de faire des contributions directes au Fonds commun d'engrais; ceci étant entendu, elle appuiera le projet de résolution avec les amendements de l'Australie et des Etats-Unis. Elle espère que la Conférence mondiale de l'alimentation et les mesures d'urgence envisagées ouvriront la voie à une solution véritable du problème des engrais et des pesticides et du problème alimentaire mondial dans son ensemble.

33. M. NESTERENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que son pays attache une grande importance à la question des engrais et à l'action internationale entreprise pour la résoudre. L'industrie soviétique des engrais chimiques produit des engrais non seulement pour la consommation intérieure mais aussi pour l'exportation. L'Union soviétique a exporté 5,7 millions de tonnes d'engrais en 1972 et un peu plus en 1973, principalement vers les pays en voie de développement.

34. Le meilleur moyen de résoudre le problème à l'échelon mondial consiste à aider les pays en voie de

développement à produire eux-mêmes des engrais. L'Union soviétique est prête à accroître sa coopération dans ce sens. La délégation soviétique appuiera l'adoption par consensus du projet de résolution avec les amendements de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique. Si le projet de résolution est mis aux voix elle devra s'abstenir étant donné que l'Union soviétique, qui n'est pas membre de la FAO, ne serait pas en mesure d'appliquer les dispositions du paragraphe 1, alinéa d, du dispositif.

35. M. HATEGA (Ouganda) dit que sa délégation, qui attache une grande importance à la production d'engrais, estime que le projet de résolution E/L.1611/Rev.1 ne va pas assez loin pour répondre aux souhaits de certains pays en voie de développement. Il faudrait prévoir une assistance de la part des pays développés et des institutions financières en vue d'accroître la capacité de production des usines d'engrais dans les pays en voie de développement, ce qui permettrait à ces pays de développer leur production ainsi que leurs échanges mutuels. Néanmoins la délégation de l'Ouganda ne se prononcera pas contre l'adoption du projet de résolution.

36. M. THOMAS (Libéria) dit que sa délégation, qui aurait aimé se joindre aux auteurs du projet de résolution, reconnaît l'urgente nécessité d'assurer un approvisionnement suffisant en engrais et en pesticides pour faire face à la grave crise alimentaire mondiale qui touche particulièrement les pays en voie de développement. Au Libéria comme dans beaucoup d'autres pays, le riz est l'aliment de base et sa culture, comme celle de nombreux autres produits alimentaires, exige un bon approvisionnement en engrais. Le Libéria appuie donc le projet de résolution, tel qu'il a été modifié par le représentant des Etats-Unis d'Amérique.

37. M. DIARRA (Mali) appuie le projet de résolution E/L.1611/Rev.1. La pénurie d'engrais et de pesticides est l'un des facteurs qui entravent le plus le progrès de l'agriculture des pays en voie de développement. Les dispositions que prévoit le projet de résolution aideront ces pays dans leurs efforts pour accroître leur production agricole.

38. Se référant au paragraphe 4 du dispositif, M. Diarra estime que, puisque très peu de pays en voie de développement ont une capacité de production d'engrais, on aurait pu envisager la création d'unités de production d'engrais.

39. M. SILVA DAVIDSON (Chili) appuie le projet de résolution tel qu'il a été modifié par l'Australie et les Etats-Unis, et remercie les cinq pays développés qui ont offert de fournir des engrais et une aide financière. Le Programme international est de nature à relancer l'industrie chilienne des engrais azotés, qui en exportait naguère d'importantes quantités, et peut aider tous les pays à accroître leur production alimentaire.

40. M. JODKO (Pologne) dit que son pays attache une grande importance aux problèmes des engrais et des pesticides et est prêt à coopérer dans ce domaine avec les pays en voie de développement. La Pologne serait favorable à l'adoption du projet de résolution par consensus, étant

entendu que les mesures qui y sont envisagées auront un caractère volontaire.

41. M. W. RAHMAN (Observateur du Bangladesh), prenant la parole sur l'invitation du Président, s'associe aux orateurs précédents pour souhaiter que le projet de résolution soit adopté à l'unanimité. Compte tenu de la situation économique mondiale, une aide d'urgence est particulièrement indispensable dans le domaine de la production alimentaire, laquelle dépend d'un approvisionnement régulier en engrais. Le Bangladesh est l'un des pays qui ont besoin de cette assistance. Sa production agricole se ressent d'un manque d'engrais dû à la hausse spectaculaire des prix. La situation est dramatique et appelle des mesures d'urgence. M. Rahman demande donc instamment que le Programme international d'approvisionnement en engrais soit mis en œuvre immédiatement.

42. S'il avait été membre du Conseil, le Bangladesh aurait souhaité figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

43. Le PRÉSIDENT indique que les auteurs du projet de résolution sont disposés à accepter les amendements de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique.

44. M. KACIMAIWAI (Fidji) relève avec satisfaction la promptitude avec laquelle le Conseil de la FAO a donné suite à la résolution 1836 (LVI) du Conseil économique et social, et félicite les auteurs du projet de résolution E/L.1611/Rev.1. Une augmentation de l'offre d'engrais et de pesticides est indispensable si l'on veut accroître la productivité agricole des pays en voie de développement, dont l'économie repose en grande partie sur l'agriculture. La délégation de Fidji appuie donc sans réserve le projet de résolution.

45. M. CHABALA (Zambie) accueille favorablement le projet de résolution et remercie le Conseil de la FAO des mesures qu'il a déjà prises. On ne saurait trop souligner à quel point ce projet est important si l'on veut assurer un approvisionnement rapide et immédiat d'engrais et de pesticides afin de résoudre les problèmes critiques de la pénurie alimentaire et de la hausse des prix. La délégation zambienne porte un intérêt particulier aux paragraphes 2 et 4 du dispositif, et interprète ce dernier paragraphe comme signifiant que l'assistance prévue servira à aider les pays en voie de développement, non seulement à améliorer leur production d'engrais, mais aussi à développer leur capacité de production.

46. Mlle GHOSE (Inde) estime que les représentants de l'Ouganda, du Mali et de la Zambie ont attiré l'attention sur un point important. Les auteurs du projet de résolution appuient toutes les mesures à moyen terme permettant d'aplanir les difficultés que rencontrent les pays en voie de développement pour s'assurer des engrais. Mais le projet de résolution à l'étude ne concerne que les mesures d'urgence pour les prochaines semences.

*Le projet de résolution E/L.1611/Rev.1, ainsi modifié, est adopté.*

47. M. SCHUMANN (République démocratique allemande) indique qu'il a appuyé le projet de résolution étant

entendu que les mesures que les Etats Membres sont invités à prendre seront purement volontaires et inspirées par un souci de solidarité.

48. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) signale que, puisque le Comité préparatoire de la Conférence mondiale de l'alimentation tiendra sa troisième session à Rome peu avant la Conférence, le Conseil n'aura pas le temps d'étudier le rapport du Comité préparatoire sur ladite session avant le début de la Conférence. Comme on a estimé que, quant au fond, cette session ferait partie intégrante de la Conférence, le Conseil voudra peut-être examiner le rapport du Comité préparatoire sur sa troisième session en même temps que le rapport de la Conférence, dès que ce dernier paraîtra à New York.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

### Activités opérationnelles pour le développement

- a) Examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles dans tout le système des Nations Unies
- b) Programme des Nations Unies pour le développement
- c) Fonds d'équipement des Nations Unies
- d) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- g) Programme alimentaire mondial
- h) Coopération entre pays en voie de développement dans le cadre des programmes de coopération technique des Nations Unies et efficacité accrue de la capacité du système des Nations Unies pour le développement
- i) Programme des Volontaires des Nations Unies

### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5567)

49. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil, lorsqu'il examinera les rapports du Comité de la coordination des politiques et des programmes et du Comité économique, adopte la même procédure qu'à sa cinquante-sixième session, c'est-à-dire qu'il se prononce tout d'abord sur tous les projets de résolution ou de décision contenus dans chacun des rapports et entende ensuite les explications de vote et les réserves. Cette procédure permettrait au Conseil d'en terminer efficacement avec les rapports des comités de session et n'empêcherait pas les délégations d'exprimer leurs vues sur l'une quelconque des questions traitées dans ces rapports.

*Il en est ainsi décidé.*

50. Le PRÉSIDENT rappelle que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter deux projets de résolution et cinq projets

de décision (E/5567, par. 25). Le Comité ayant adopté le projet de résolution I (Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) sans le mettre aux voix, il propose que le Conseil, lui aussi, adopte ce projet de résolution sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

51. Le PRÉSIDENT signale que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a adopté le projet de résolution II (Proposition concernant l'Année internationale de l'enfance) sans le mettre aux voix. Il propose que le Conseil adopte ce projet de résolution sans voter.

*Il en est ainsi décidé.*

52. Le PRÉSIDENT rappelle que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a adopté les projets de décision I à V, aux termes desquels le Conseil prendrait acte des rapports communiqués au titre du point 15, alinéas a, b, c, g et i de l'ordre du jour, sans les mettre aux voix. Il propose que le Conseil fasse de même.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération internationale dans le domaine de l'environnement :

- a) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement
- b) Mesures visant à protéger et à améliorer l'environnement
- c) Ressources naturelles et environnement

### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5568)

53. Le PRÉSIDENT déclare que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter deux projets de résolution (E/5568, par. 23). Le Comité a adopté le projet de résolution I (Création d'un fonds de concours international de l'habitat et des établissements humains) sans le mettre aux voix. Il propose que le Conseil suive la même procédure.

*Il en est ainsi décidé.*

54. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil, comme le Comité de la coordination des politiques et des programmes, adopte le projet de résolution II (Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement) sans le mettre aux voix.

*Il en est ainsi décidé.*

55. M. DUMAS (France) précise que sa délégation maintient la réserve qu'elle a formulée, lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (2229e séance plénière), à l'égard des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale qui sont mentionnées au deuxième alinéa du préambule et au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution II.

56. M. WENBAN-SMITH (Royaume-Uni) explique qu'il a appuyé le projet de résolution II étant entendu que les

références aux résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale concernent uniquement les passages de ces résolutions qui ont trait à l'environnement et sans préjudice de la position du Royaume-Uni touchant l'ensemble de ces résolutions.

## POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

### Habitation, construction et planification

#### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5569)

57. Le PRÉSIDENT rappelle que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter trois projets de résolution et un projet de décision (E/5569, par. 14). Le Comité ayant adopté le projet de résolution I (Activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification) sans le mettre aux voix, il propose que le Conseil fasse de même.

*Il en est ainsi décidé.*

58. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution II (Enquête mondiale sur le logement), que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a adopté par 25 voix contre une, avec 12 abstentions.

*Par 32 voix contre une, avec 11 abstentions, le projet de résolution II est adopté.*

59. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que sa délégation désire figurer parmi celles qui se sont abstenues lors du vote sur le projet de résolution II, ce qui porte le nombre des abstentions à 12.

60. M. DUMAS (France) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur la résolution 3093 (XXVIII) de l'Assemblée générale et que, la position de son gouvernement en la matière n'ayant pas changé, il s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution II.

61. M. PU Ming (Chine) dit qu'il a voté contre le projet de résolution II parce qu'il n'est pas conforme à l'esprit des décisions prises à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Sa délégation a expliqué son vote au sein du Comité de la coordination des politiques et des programmes.

62. M. SULLIVAN (Canada) dit qu'il s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution II parce que le paragraphe 1 du dispositif contient des dispositions que le Canada juge prématurées.

63. Le PRÉSIDENT dit que le Comité de la coordination des politiques et des programmes ayant adopté le projet de résolution III (Amélioration et développement des techniques de construction fondées sur l'utilisation des matériaux locaux) sans le mettre aux voix, le Conseil pourrait faire de même.

*Il en est ainsi décidé.*

64. Le PRÉSIDENT suggère que, comme le Comité de la coordination des politiques et des programmes, le Conseil adopte le projet de décision proposé par le Comité sans procéder à un vote.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

### Programme et coordination

#### b) Rapports des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique

#### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5562/Add.1)

65. Le PRÉSIDENT rappelle que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter deux projets de résolution (E/5562/Add.1, par. 12). Le Comité a adopté le projet de résolution I (L'Année internationale du livre-1972 et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) sans le mettre aux voix. Il propose que le Conseil, lui aussi, adopte ce projet de résolution sans voter.

*Il en est ainsi décidé.*

66. Le PRÉSIDENT dit que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a adopté le projet de résolution II (Rapports des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique) sans le mettre aux voix. Il suggère que le Conseil adopte ce projet de résolution de la même manière.

*Il en est ainsi décidé.*

#### c) Rapports du Comité administratif de coordination

#### d) Rapport sur les réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination

#### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5562/Add.2)

67. Le PRÉSIDENT dit que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter le projet de résolution et le projet de décision figurant dans son rapport (E/5562/Add.2, par. 13). Il invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution intitulé "Rapport spécial du Comité administratif de coordination sur les systèmes d'information".

*Par 37 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

68. Le PRÉSIDENT indique que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a adopté le projet de décision sans procéder à un vote. Il suggère au Conseil de l'adopter de la même manière.

*Il en est ainsi décidé.*

69. M. MARTINS (Brésil) explique que sa délégation a voté pour le projet de résolution car elle est consciente du rôle positif que peut jouer le Fichier commun, sur les activités de développement dans la planification et la programmation à l'échelon de l'ensemble des organismes des Nations Unies. Cependant, elle est également consciente des incidences financières et opérationnelles de l'adoption d'un tel système et elle estime par conséquent qu'avant son adoption, ces incidences doivent être soigneusement examinées dans des études préliminaires. Des rapports devraient également être établis sur l'état d'avancement de l'application du système.

70. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution pour les raisons qu'elle a indiquées au Comité de la coordination des politiques et des programmes. Elle souhaite réaffirmer sa position, tout en attirant l'attention sur les incidences financières de la résolution. Le coût estimatif semble excessif. La délégation de l'Union soviétique réserve donc sa position jusqu'à ce que la question soit examinée à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

#### f) Relations avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

#### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5562)

71. Le PRÉSIDENT dit que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter un projet de résolution relatif à un accord avec l'OMPI (E/5562, par. 18). Le Comité ayant adopté le projet de résolution sans procéder à un vote, le Président suggère que le Conseil l'adopte de la même manière.

*Il en est ainsi décidé.*

72. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, bien que sa délégation n'ait pas fait d'objection à l'adoption du projet de résolution, elle se réserve le droit, lorsque la question sera soumise à discussion au cours des prochains mois, de formuler des observations et de suggérer des amendements au sujet de quelques-unes des dispositions du projet d'accord envisagé.

73. M. YAMADA (Japon) indique que l'opinion exprimée par sa délégation et mentionnée au paragraphe 13 du rapport a été consignée dans le compte rendu analytique de la 518e séance du Comité de la coordination des politiques et des programmes.

74. M. DUMAS (France) dit que, bien qu'il ait appuyé le projet de résolution, il maintient la réserve qu'il a formulée à l'égard de l'article 11 du projet d'accord, au sujet duquel il avait proposé une variante qui n'a pas été adoptée.

75. M. WENBAN-SMITH (Royaume-Uni) dit que, bien que le Royaume-Uni compte parmi les auteurs du projet de résolution, sa délégation reconnaît que le projet d'accord, qui résulte d'un compromis, n'est pas entièrement satisfaisant. Il partage l'opinion du représentant de la France sur le libellé de l'article 11 et attire l'attention sur les observations



de sa propre délégation à ce sujet, qui sont consignées au paragraphe 15 du rapport sur les négociations avec l'OMPI (E/5535).

## POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

**Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe**

### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5571)

76. Le PRÉSIDENT dit que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter un projet de résolution sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe (E/5571, par. 10). Le Comité ayant adopté le projet de résolution sans procéder au vote, le Président suggère que le Conseil l'adopte de la même manière.

*Il en est ainsi décidé.*

77. M. WENBAN-SMITH (Royaume-Uni) attire l'attention sur la réserve formulée par le Royaume-Uni au Comité de la coordination des politiques et des programmes, qui est consignée au paragraphe 9 du rapport du Comité.

## POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapports du Corps commun d'inspection : rapports en suspens**

### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5572)

78. Le PRÉSIDENT dit que le Comité de la coordination des politiques et des programmes a recommandé au Conseil d'adopter le projet de décision figurant dans son rapport (E/5572, par. 5). Le Comité ayant adopté le projet de décision sans procéder à un vote, le Président suggère que le Conseil l'adopte de la même manière.

*Il en est ainsi décidé.*

### Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

79. Le PRÉSIDENT rappelle que, à la reprise de sa quarante-septième session, le Conseil a décidé que le rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés serait dorénavant transmis sans débat à l'Assemblée générale, à moins que le Conseil n'en décide autrement, à la demande expresse d'un ou de plusieurs de ses membres ou du Haut-Commissaire. Aucune demande d'examen du rapport (E/5484 et Add.1 et Add.1/Corr.1) n'ayant été reçue, il en conclut que le Conseil souhaite transmettre le rapport à l'Assemblée générale, pour examen à sa vingt-neuvième session.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 12 h 40.*

# 1919e séance

**Jeudi 1er août 1974, à 15 h 30**

*Président : M. A. KARHILO (Finlande)*

**E/SR.1919**

## POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR

**Programme et coordination :**

**a) Mécanisme pour le programme et la coordination**

### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES [E/5562/Add.3 (Part I)]

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur deux projets de décision que le Comité de la coordination des politiques et des programmes recommande au Conseil d'adopter et qui figurent au paragraphe 19 de son rapport [E/5562/Add.3 (Part I)]. Le projet de décision I (Mécanisme pour le programme et la coordination) a été adopté par le Comité sans être mis aux voix. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil adopte lui aussi ce projet de décision sans vote.

*Il en est ainsi décidé.*

2. Le PRÉSIDENT rappelle ensuite que le projet de résolution II (Création d'un groupe officieux en vue d'examiner le mécanisme pour le programme et la coordination) a été adopté sans vote au Comité. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil adopte également le projet de décision II sans vote.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 24 DE L'ORDRE DU JOUR

**Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

### RAPPORT DU COMITÉ DE LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES (E/5574)